

Révisons : Les politiques budgétaires et monétaires

1. Rappel sur les objectifs des politiques économiques

L'État intervient pour corriger les déséquilibres que le marché ne peut réguler seul. Cette intervention s'articule autour de deux temporalités : la conjoncture (court terme) et la structure (long terme), et poursuit des objectifs économiques :

- ❖ La croissance économique : Augmentation du PIB pour créer des richesses.
- ❖ Le plein emploi : Atteindre un taux de chômage d'environ 5%, qui correspond au plein emploi en France..
- ❖ La stabilité des prix : Maintenir l'inflation autour de 2 % pour protéger le pouvoir d'achat.
- ❖ L'équilibre extérieur : Équilibrer les exportations et les importations (balance commerciale).

Pour atteindre ces objectifs, en plus de l'outil réglementaire (loi, décret, directive et règlement européen), l'Etat mobilise des outils (leviers) : le budget et la monnaie. La gestion de la monnaie relève de la compétence de la Banque Centrale Européenne (BCE) pour la zone Euro.

2. Le Levier Budgétaire : Recettes et Dépenses publiques

La politique budgétaire consiste à ajuster le budget de l'État voté par une Loi de finances pour influencer l'économie.

- ❖ Les Mesures : L'État agit via les dépenses publiques (investissements, services publics) et les recettes (impôts, taxes, cotisations sociales).
- ❖ L'impact : En cas de crise, une politique de relance (hausse des dépenses/baisse des impôts) stimule la demande. En cas de surchauffe ou de déficit trop élevé, une politique d'austérité cherche à assainir les comptes.

3. Le Levier Monétaire : Le Rôle de la BCE

Dans la zone euro, la politique monétaire est pilotée par la Banque Centrale Européenne (BCE), dont l'objectif prioritaire est la stabilité des prix.

- ❖ Les Taux Directeurs : C'est le principal outil. Une baisse des taux encourage le crédit et l'investissement. Une hausse des taux renchérit le coût de l'argent pour freiner l'inflation en ralentissant la consommation.

4. Une nécessaire coordination

La politique budgétaire (gérée par le gouvernement) et la politique monétaire (gérée par la BCE) doivent être coordonnées.

Les Etats membres de la zone euro ont des contraintes budgétaires à respecter : une dette à 60% du PIB, et un déficit annuel inférieur à 3%.

Une politique de relance budgétaire (offre ou demande) sera d'autant plus efficace si elle est accompagnée de taux directeurs bas, facilitant l'endettement et l'investissement.

LA POLITIQUE DE L'OFFRE EN FRANCE

Depuis 2013, la France privilégie une politique de l'offre pour remédier à la dégradation de sa compétitivité.

1. Logique et Mécanismes

Contrairement à la relance par la demande (qui aide les consommateurs), la politique de l'offre aide les producteurs. L'idée est que le marché est plus efficace que l'État pour allouer les ressources libérées.

- ❖ **Cercle vertueux attendu** : Baisse des charges → Hausse des marges des entreprises → Hausse de l'investissement et de la compétitivité → Hausse de la croissance et de l'emploi → Retour fiscal (plus d'IS et de TVA à terme).

2. Mesures Concrètes appliquées en France

L'État a mobilisé des moyens massifs pour réduire les coûts de production :

- ❖ Allègements de cotisations sociales : 72 milliards d'euros en 2023, ciblant les bas salaires.
- ❖ Fiscalité des entreprises : Baisse de l'impôt sur les bénéfices de 33 % à 25 % (11 milliards €/an).
- ❖ Impôts de production : Suppression progressive de la CVAE qui est un impôt de production
- ❖ Soutien à l'innovation : Crédit Impôt Recherche (6 milliards €/an).

3. Résultats et Limites

Le bilan est contrasté. Si le soutien aux entreprises est réel, les sources notent :

- ❖ Un déficit commercial qui reste la "bête noire" du pays, indiquant une compétitivité toujours fragile.
 - ❖ Un transfert de charge fiscale : pour compenser les 80 milliards d'euros donnés aux entreprises, l'État utilise une part croissante de la TVA (payée par les ménages) pour financer la protection sociale.
-

Des déficits, de la dette et de l'influence des taux directeurs de la bce

Les politiques budgétaires ont des conséquences directes sur la santé financière de l'État et ses relations avec les autorités monétaires.

1. Du Déficit Budgétaire à la Dette Publique

- ❖ Le Déficit : Il apparaît quand les dépenses d'une année sont supérieures aux recettes. L'État doit alors emprunter pour combler la différence.
- ❖ La Dette : C'est le cumul des déficits successifs. En France, elle a atteint 110 % du PIB en 2023.
- ❖ La contrainte européenne : Le Traité de Maastricht impose normalement un déficit $< 3\%$ et une dette $< 60\%$ du PIB. La France fait actuellement l'objet d'une procédure pour déficit excessif par l'UE.

2. L'Interaction avec les Taux Directeurs

Le lien entre dette et taux directeurs est crucial pour la soutenabilité des finances publiques :

- ❖ Le coût de la dette : La dette est rémunérée par des intérêts. Si la BCE augmente ses taux directeurs (pour lutter contre l'inflation), les nouveaux emprunts de l'État coûtent plus cher car les taux du marché suivent l'évolution des taux de la Banque Centrale.
- ❖ Effet de ciseau : Une hausse des taux réduit la capacité d'investissement de l'État car une part croissante du budget doit être consacrée au remboursement des intérêts (la "charge de la dette") plutôt qu'aux services publics.
- ❖ L'arbitrage monétaire : La BCE peut décider de baisser les taux pour stimuler la demande, ce qui facilite mécaniquement le financement des dettes publiques, mais au risque de générer de l'inflation si la masse monétaire augmente trop vite.